

**ARRÊTÉ**

N° 81 - 2026 - V

**Circulation et stationnement réglementés  
Chemin de la Maladrie  
Saint-Jean-de-Linières**

**Monsieur le Maire de Saint-Léger-de-Linières,**

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU le code de la route et notamment les articles R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.21.1 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le code pénal et notamment l'article R610-5 ;

**Considérant** la demande de l'entreprise CEGELEC, 14 avenue du Pin, 49071 Beaucouzé, reçue le 30 avril 2026, pour des travaux de voirie, notamment de réseaux (branchement gaz), chemin de la Maladrie, sur la commune de Saint-Jean-de-Linières, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation,

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** A compter du 21 mai 2026 et jusqu'au 29 mai 2026, l'entreprise CEGELEC est autorisée à empiéter sur le domaine routier, chemin de la Maladrie (suivant le plan joint), sur la commune de Saint-Jean-de-Linières, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières.

**Article 2 :** La circulation sera interdite du 21 mai 2026 et jusqu'au 29 mai 2026, chemin de la Maladrie (suivant le plan joint).

Une déviation sera mise en place par la rue de Rennes, la rue de la Liberté, le chemin de la Maladrie, et inversement.

L'accès des riverains sera maintenu.

**Article 3 :** Pendant toute la durée du chantier, le stationnement sera interdit au droit du chantier sauf pour les besoins de ce dernier.

**Article 4 :** La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Toute la signalisation nécessaire (attention chantier, route barrée, panneaux de déviation, ...) sera implantée et entretenue par le demandeur, l'entreprise CEGELEC, durant toute la durée des travaux.

**Article 5 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités des sections concernées sur la commune de Saint-Léger-des-Bois, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières par le demandeur, l'entreprise CEGELEC.

**Article 7 :**

- Monsieur le Chef de la police municipale,
  - Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie Départementale d'Angers,
- sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Léger-de-Linières le 19 mai 2026

Daniel PASDELOUP,

Adjoint au Maire



